

Incendies de forêt : l'impact des mesures financées par l'UE reste flou

Dossier de la rédaction de H2o
June 2025

Les fonds européens sont de plus en plus utilisés pour financer des mesures de prévention contre les incendies de forêt, mais cet argent n'est pas toujours dépensé efficacement sur le terrain. Telle est la conclusion sans équivoque d'un rapport de la Cour des comptes européenne. Les auditeurs affirment que les fonds de l'UE destinés à lutter contre les incendies de forêt ne sont pas systématiquement dépensés là où les besoins et les risques sont les plus élevés, ni à une perspective à long terme, bien qu'essentielle pour obtenir des résultats tangibles. Une telle approche est pourtant primordiale alors que les incendies de forêt ont gagné en fréquence et en intensité ces dernières années dans l'UE.

Alors que le montant exact des fonds européens effectivement dépensés dans la lutte contre les incendies de forêt est en grande partie inconnu, de plus en plus de financements de l'UE (octroyés en particulier au titre de la facilité pour la reprise et la résilience - FRR) pourraient être utilisés à cette fin. Les pays de l'UE se concentrent désormais plus sur les mesures préventives, telles que la création de coupe-feux et l'éclaircissement de la végétation. Au Portugal, par exemple, le pourcentage des fonds consacrés à la prévention est passé de 20 % à 61 % entre 2017 et 2022. Dans le nord-ouest de l'Espagne, en Galice, la prévention se taille également la part du lion dans le budget consacré aux incendies de forêt depuis 2018. Il s'agit là de signes encourageants si l'on veut effectivement réduire la probabilité et l'impact des incendies. Néanmoins, aussi bien le nombre que l'ampleur des incendies de forêt ont augmenté ces dernières années. Le changement climatique y a sans doute aussi sa part de responsabilité. Le nombre d'incendies de forêt touchant plus de 30 hectares a triplé dans l'UE entre 2006-2010 et 2021-2024, atteignant une moyenne annuelle de près de 1 900 incendies au cours de cette dernière période. Par conséquent, la surface touchée a elle aussi fortement augmenté, pour atteindre une moyenne annuelle de plus de 5 250 km² au cours des quatre dernières années. En d'autres termes, l'équivalent de la région PACA ou des deux tiers de la Belgique part en fumée tous les quatre ans dans l'UE.

"Renforcer les mesures préventives contre les incendies de forêt est certainement un pas dans la bonne direction", a déclaré Nikolaos Milionis, responsable de l'audit. "Toutefois, pour éviter que le soutien de l'UE ne soit qu'un feu de paille, les fonds européens doivent être dépensés de manière à garantir des résultats optimaux et un impact durable." Les auditeurs estiment que les projets sélectionnés pour bénéficier de fonds de l'UE ne ciblent pas toujours les zones dans lesquels l'impact serait maximal. En outre, les auditeurs ont constaté que certaines des mesures financées reposaient sur des informations obsolètes. En Grèce, par exemple, où la superficie brûlée en 2023 était plus de trois fois supérieure à la moyenne annuelle de la période 2006-2022, la liste des zones exposées aux incendies de forêt n'a pas été mise à jour depuis plus de 45 ans. Au Portugal, les auditeurs ont découvert qu'une zone avait été jugée prioritaire pour l'obtention de fonds de l'UE dans le cadre de la lutte contre les incendies de forêt alors qu'elle était en fait... partiellement immergée, la carte des zones à risque ne tenant pas compte de l'existence d'un nouveau barrage. La durabilité des actions financées n'est elle-même pas toujours garantie : malgré des contributions financières ponctuelles importantes de la FRR (470 millions d'euros en Grèce, 390 millions d'euros au Portugal), aucun budget européen ou national n'est prévu dans ces pays pour garantir que les mesures préventives restent efficaces à long terme.

Les incendies de forêt sont l'un des types de catastrophes naturelles exacerbés par le changement climatique. En sus des vastes destructions qu'ils causent, et des pertes de vies humaines, les pertes économiques qu'ils engendrent sont estimées à environ 2 milliards d'euros par an. Bien que la Commission européenne apporte un soutien financier aux pays de l'UE, la politique forestière relative de la compétence de chaque État membre.

Rapport de la Cour des comptes européenne